

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Dernière mise à jour effectuée le : 13 septembre 2022

Préambule

Les présentes Conditions générales de Vente (ci-après entendues comme « **Conditions** ») s'appliquent sans restriction ni réserves sur la vente des Services de l'Application **Odysee** (ci-après l'« **Application** ») et définissent les droits et obligations d'ALTAVA (ci-après le « **Vendeur** » ou « **ALTAVA** ») et du Client (ci-après le « **Client** »). Les Conditions sont consultables sur l'Application et/ou sont mises à disposition de tout Utilisateur.

Tout Client et Utilisateur reconnaît et accepte que toute passation de commande des Services du Vendeur vaut acceptation sans réserve des Conditions. Il reconnaît avoir pris connaissance des Conditions avant toute commande. La version actuelle des Conditions est la seule opposable aux Clients et Utilisateurs de l'Application :

- Pendant toute la durée d'utilisation de l'Application et jusqu'à ce qu'une nouvelle version la remplace. ALTAVA se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes Conditions sans en avertir au préalable les Utilisateurs et les Clients mais les Conditions applicables sont celles en ligne au moment de la passation de la Commande ;
- Pour toute souscription aux Produits et Services du Vendeur.

Les Conditions prévalent sur tout autre document émanant d'ALTAVA ou de toutes autres Conditions générales d'achat. Le Vendeur se réserve le droit de déroger à certaines clauses des présentes ou d'établir des Conditions particulières.

Les présentes Conditions sont entrées en vigueur le 13 septembre 2022.

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans les présentes Conditions, les termes suivants sont entendus comme suit :

« **Abonnement** » : désigne la formule d'Abonnement souscrite par le Client sur l'Application et lui fournissant les prestations de services associées ;

« **Application** » : désigne l'Application Odysee exploitée par la Société et mis à disposition de l'Utilisateur ;

« **Client** » : désigne selon les dispositions de *l'article liminaire du Code de la Consommation*, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, ainsi que toute personne morale agissant en qualité de professionnel, passant commande sur l'Application d'un Abonnement ;

« **C.G.V.** » ou « **Conditions** » : désigne les présentes conditions générales de vente ;

« **Commande** » : désigne toute commande d'un Abonnement sur l'Application ;

« **Vendeur** » : désigne la société **ALTAVA**, SASU au capital de 1.000€ dont le siège social est situé au 14 rue Bausset 75015 Paris, enregistrée sous le numéro 882875388 ;

« **Services** » ou « **Prestations** » : désigne les Prestations vendues par le Vendeur sur l'Application ;

« **Tarif** » : désigne le prix applicable aux Abonnements communiqué aux Clients via l'Application préalablement à la validation de la commande ;

« **Utilisateur** » : désigne tout utilisateur de l'Application ;

Aux termes des présentes, le Client, l'Utilisateur et le Vendeur pourront être désignés individuellement comme la « **Partie** » et collectivement comme les « **Parties** ».

ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DES SERVICES

2.1 Dispositions préalables

Les Services pouvant être commandés par le Client sont ceux présentés et détaillés sur l'Application. Les Services sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible. Toutefois, si des erreurs ou omissions ont pu se produire quant à cette présentation, la responsabilité du Vendeur ne pourrait être engagée. Les photographies accompagnant la présentation des Services ne sont pas contractuelles et n'engagent donc pas la responsabilité du Vendeur.

2.2 Informations précontractuelles

Le Client reconnaît avoir eu communication, préalablement à la passation de sa commande et à la conclusion du contrat, d'une manière lisible et compréhensible, des présentes conditions générales de vente et de toutes les informations listées à l'article L. 221-5 du code de la consommation.

Sont transmises au Client, de manière claire et compréhensible, les informations suivantes :

- les caractéristiques essentielles du bien ou du service ;
- le prix du bien ou du service ;
- tous les frais supplémentaires.

2.3 Abonnement

Le Client souscrit à une formule d'Abonnement directement payable depuis son compte APPLE STORE ou PLAYSTORE (ci-après les « **Plateformes d'achat** »). L'Abonnement est conclu pour une durée définie au choix du Client et indiquée sur les modalités de conclusion de son Abonnement. L'Utilisateur sera directement averti par la Plateforme d'achat auprès duquel il a souscrit l'Abonnement de l'échéance de son Abonnement et devra faire le choix de renouveler son Abonnement s'il souhaite continuer à bénéficier des services de l'Application.

L'Abonnement est valable pour un seul Utilisateur. Tout Utilisateur s'interdit de fournir ses codes d'accès ou son compte à un tiers. Toute contravention d'un Utilisateur à cette disposition entraînera sa recherche de responsabilité et pourra donner lieu à la résiliation immédiate et sans préavis de son abonnement et la fin de l'accès à l'Application.

L'Abonnement permet d'avoir accès à des podcasts et audio books sur les lieux visités par l'Utilisateur de l'Application. Ces contenus audios ne sont accessibles qu'une fois l'Abonnement payé dans son intégralité par le Client.

ARTICLE 3 – PASSATION DE COMMANDE

Pour passer commande d'un Abonnement, l'Utilisateur doit suivre les étapes suivantes :

3.1 Connexion via la Plateforme d'achat

Le Client doit se connecter directement depuis son compte client sur la Plateforme d'achat de son choix, en fonction de son support téléphonique (Apple Store, Play Store). L'Abonnement doit être souscrit directement auprès de ces Plateformes.

3.2 Paiement du prix

Le Client doit ensuite payer le prix de la commande directement sur la Plateforme d'achat. Aucune donnée bancaire ne transite directement via l'Application, la Plateforme d'achat étant seule responsable des données bancaires et de paiement du Client.

3.3 Validation

Avant de procéder au paiement, le Client doit accepter les conditions générales de vente applicables en cochant la case prévue à cet effet. Cette validation implique l'acceptation de l'intégralité des présentes Conditions Générales de Vente. Toute commande par le Client vaut acceptation des prix et des descriptions des services achetés.

A la suite du paiement, le Client recevra un courriel électronique récapitulatif de sa commande. A réception du paiement, le contrat de vente est conclu entre le Client et le Vendeur.

3.4 Connexion à la Plateforme d'Achat

Une fois la commande payée et pour avoir accès aux Audios de l'Application, le Client doit se connecter à la Plateforme d'achat avec les identifiants d'accès à ladite Plateforme.

Les codes d'accès sont à usage personnel. La responsabilité du Vendeur ne saurait être recherchée en cas de perte ou de vol des identifiants du Client ou d'utilisation frauduleuse de son compte.

ARTICLE 4 – CONTROLE DES COMMANDES

Le Vendeur ou la Plateforme d'Achat se réserve le droit de suspendre toute gestion de commande et toute prestation cas de refus d'autorisation de paiement de la part des organismes de paiement officiellement accrédités ou en cas de non-paiement de la commande.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PAIEMENTS

5.1 Prix

Le Vendeur se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de la commande, sous réserve de disponibilité à cette date.

5.2 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue exclusivement via la Plateforme d'achat (voir point 3.2).

ARTICLE 6 – DROIT DE RETRACTATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 221-28 du Code de la Consommation, ne peuvent faire l'objet de l'exercice du droit de rétractation, les contrats :

« 1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et, si le contrat soumet le consommateur à une obligation de payer, dont l'exécution a commencé avec son accord préalable et exprès et avec la reconnaissance par lui de la perte de son droit de rétractation, lorsque la prestation aura été pleinement exécutée par le professionnel ».

Et

13° De fourniture d'un contenu numérique sans support matériel dont l'exécution a commencé avant la fin du délai de rétractation et, si le contrat soumet le consommateur à une obligation de payer, lorsque :

- a) Il a donné préalablement son consentement exprès pour que l'exécution du contrat commence avant l'expiration du délai de rétractation ; et*
- b) Il a reconnu qu'il perdra son droit de rétractation ; et*
- c) Le professionnel a fourni une confirmation de l'accord du consommateur conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 221-13.*

En passant commande sur le Site, le Client est donc informé de cette disposition. Il reconnaît avoir été informé que dès lors que la commande est payée, le client donne son accord pour que la prestation soit initiée par le Vendeur, qu'il aura accès au contenu numérique fourni par le Vendeur et donc, en conséquence, que le Client renonce à l'exercice de son droit de rétractation.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS

Le Client garantit que toutes les informations fournies lors d'une commande ou lors de la souscription d'un service, mises à jour et sincères. Il garantit également être une personne physique, majeure, et en capacité de contracter. Le Client est seul responsable de l'exactitude des informations renseignées sur son espace personnel. Il s'engage à ce titre à mettre à jour les informations si nécessaire.

La responsabilité du Vendeur ne pourra être recherchée en cas de données tronquées, inexactes ou manquantes ayant entraîné un impact direct ou indirect sur l'exécution de la prestation par les Parties.

Dans sa fourniture des Services, le Vendeur ne peut être tenu pour responsable de toute interruption en lien avec les modalités décrites aux articles 4 à 8 des Conditions Générales d'Utilisation.

ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES

Les obligations du Vendeur relatives à la protection des données personnelles du Client sont décrites dans l'onglet « *Protection des Données Personnelles* » sur le Site.

ARTICLE 9 – FORCE MAJEURE

Le Vendeur ne pourra être tenu pour responsable de son retard ou de sa défaillance dans l'exécution de ses Services si ce retard ou cette défaillance sont dus à la survenance d'un événement échappant à son contrôle ou d'un cas de force majeure, qui ne pouvait pas être raisonnablement prévu lors de la passation de commande et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées.

En cas de survenance d'un tel cas de force majeure, l'exécution des présentes CGV sera suspendue jusqu'à disparition, extinction ou cessation du cas de force majeure. Toutefois, si le cas de force majeure perdure au-delà d'un délai de trente (30) jours, les Parties doivent se rapprocher afin de discuter d'une éventuelle modification de la commande.

Les échéances prévues par les présentes CGV seront automatiquement reportées en fonction de la durée du cas de force majeure.

ARTICLE 10 – LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

10.1 Règlement des litiges

Les présentes Conditions générales et les opérations qui en découlent sont régies par le droit français.

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution des présentes. A ce titre, la partie qui souhaite mettre en jeu la procédure amiable de conciliation devra notifier à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception, son intention de mettre en jeu ladite procédure en précisant les difficultés d'application rencontrées ou les manquements constatés.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Si les parties ne parviennent pas à trouver un accord amiable sous un délai de trente (30) jours calendaires suivant la première notification, chacune d'entre elles recouvrera sa pleine liberté d'action.

A défaut de parvenir à une résolution amiable malgré les diligences entreprises, tout litige relatif à l'exécution, à l'interprétation, à la validité et à la résolution des Conditions sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort de la Cour d'appel du siège social du Vendeur.

10.2 Médiation

La Commission Européenne a mis en place une plateforme de règlement en ligne des litiges, permettant le règlement indépendant par voie extrajudiciaire des litiges en lignes entre consommateurs et professionnels de l'Union Européenne. Cette commission est accessible à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/> . Ladite procédure est gratuite. Le Client peut, à ses frais, se faire assister par le conseil de son choix.

Le Client est libre d'accepter ou de refuser le recours à la médiation et/ou toute solution éventuelle proposée par le médiateur.

ARTICLE 11 – CLAUSES DIVERSES

Divisibilité : Si une ou plusieurs stipulations des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision de justice ayant autorisé de la chose jugée, cela ne remet pas en cause les autres clauses des CGV.

Non-renonciation : Le fait qu'une Partie ne se soit pas prévalu d'un manquement par l'autre partie à l'une des obligations visées dans les présentes C.G.V ne sera pas interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Nullité partielle : En cas de contradiction entre une stipulation des CGV et tout texte législatif, loi, ordonnance, réglementation, ordonnance judiciaire ou convention collective, présent ou futur, ces derniers prévaudront, sous réserve que la stipulation des présentes ainsi affectée ne soit limitée que dans la mesure nécessaire et qu'aucune autre stipulation ne soit affectée.

Langue des CGV : Les présentes Conditions générales et les opérations qui en découlent sont régies par le droit français. Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.